

Profondément de gauche!

Confluences 81

Pour l'écologie, pour transformer demain la société...

ÉDITO :

2016, ANNÉE

DES ALTERNATIVES

PAGE 3

SAÏX : IL FAISAIT

BEAU...

PAGE 6

DOSSIER :

PAYSANNES,
PAYSANS !

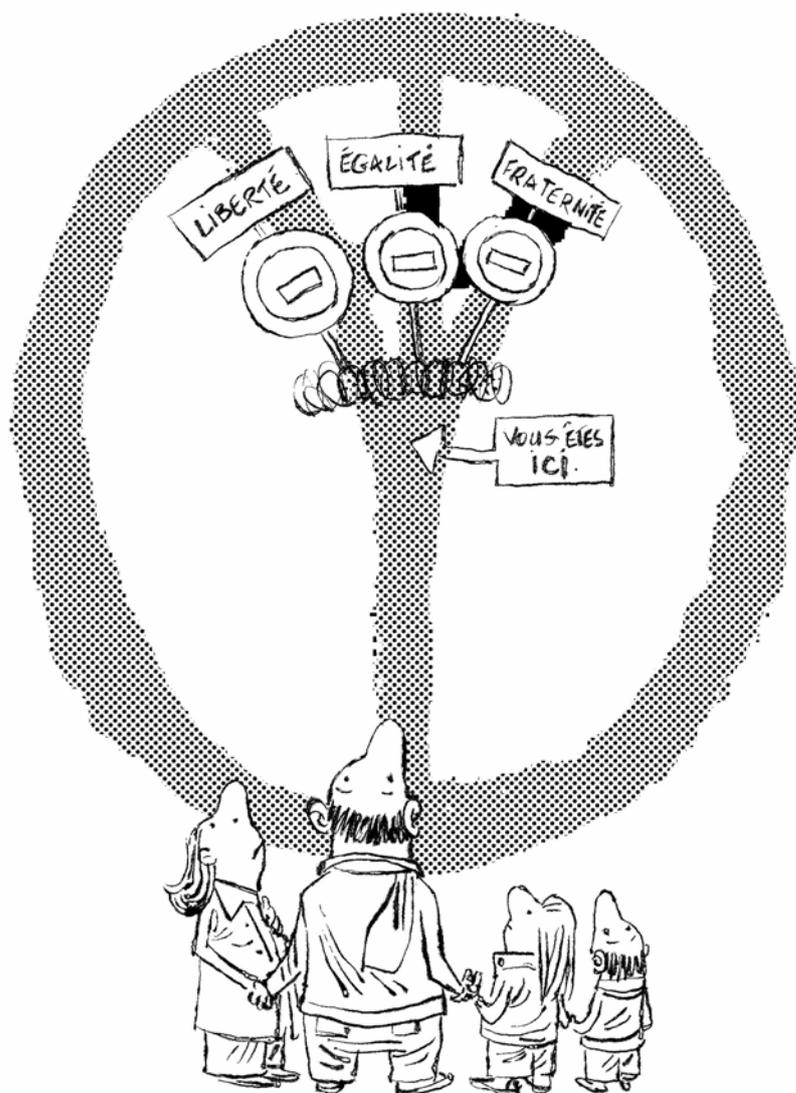
PAGES 9, 10, 11 & 12

MARIE DE GOURNAY

PAGE 20

(HÉ OUI, 4 PAGES EN PLUS !)

A la croisée ...



Dessin original de N'Marc

... des chemins !

20^{ème} année | Numéro 118 | janvier 2016 | 2€50

<http://confluences81.fr/>



Depuis la mi-janvier 2015, le blog de **CONFLUENCES 81** est en activité : n'oubliez pas de lui rendre visite de temps en temps ! Certains articles trop longs pour être publiés ici s'y trouvent !

Clic : <http://confluences81.fr/>

A VOS PLUMES !

Confluences 81 donne la parole à ses lectrices et lecteurs...

Ecologie

Il se passe des choses intéressantes dans les petites villes du Tarn : Arfons, Brassac, Dourgne...

J'aurais aimé que quelqu'un fasse un petit compte rendu de la conférence du 3 octobre à Dourgne sur les « énergies renouvelables locales, solidaires, citoyennes ».

Aline R.

Véganisme

Confluences est un excellent journal militant. Beaucoup d'articles y sont très intéressants. J'ai par exemple beaucoup apprécié le dossier du dernier numéro sur le végétarisme bien que non adepte du concept, pour l'instant en tout cas.

Toutes mes amitiés aux camarades des ex-Alternatifs81.

Pierre N.



Il s'appelait Aylan et il avait 3 ans...

4.9.2015

Dessin d'Alain Guillemot

Contacts avec *Confluences 81* :

pour envoyer vos textes, dessins, logos, encadrés, remarques, points de vue, coups de coeur, coups de gueule ... :

- directement par courrier électronique : contact@confluences81.fr
- par courrier postal à : C. Rossignol - Le Ritou - 81100 CASTRES

Comment savoir si mon abonnement a pris fin ? Et à quelle date ?

C'est très simple, la gestion des étiquettes est informatisée. Sur l'enveloppe d'envoi figure une **étiquette** avec votre nom et votre adresse. Juste au dessus de ceux-ci, figure aussi **une date** : c'est celle de la fin de votre abonnement.

Faute d'abonnement renouvelé à cette date, le numéro suivant de *Confluences* ne vous sera pas envoyé ...

Le même procédé est mis en place pour les *Confluences* envoyés à titre gracieux.



Abonnement à *Confluences 81* : 6 numéros pour 13 € (8 € tarif réduit).

Chèque à l'ordre de «Confluences 81» à envoyer

Lieu-Dit Le Ritou - 81100 CASTRES

accompagné du coupon ci dessous

✂

Nom

Prénom

Adresse

C.P. Ville.....

téléphone E-mail.....

Adhérent-e à l'Association ? Le souhaitez-vous ? OUI NON

L'abonnement à Confluences 81 vous fait membre de l'association sans supplément de cotisation, sauf si vous répondez NON ci-dessus

VERSION «PAPIER» ? OU VERSION «INTERNET» ?

SOMMAIRE

Page 3

Editorial : 2016, année des Alternatives

Page 4

ZADistement vôtre : Le Bez, Sivens

Page 5

Utopie(s) : Alternatiba Trébas

Page 6

Dans le Tarn : Saix

Page 7

Etranges étrangers : n^{elle} rubrique

Page 8

Rage au ventre : positivons, mentons !

Pages 9 - 12 : **Le dossier**

PAYSANNES, PAYSANS !

Page 13

Agriculture : OGM, fête paysanne

Pages 14

Conscience sentiente : abattoirs...

Page 15

Politique : régionales, Congrès +Agenda

Page 16-17

Education/Culture : des nouveautés

Page 18-19

Entretien (fin) avec J-P Jaud

Page 20

Féminismes : Marie de Gournay

Confluences 81

Bulletin bimestriel «Ouvert»

Edition : Confluences 81 - Lieu-Dit Le Ritou
81100 Castres

Impression : Multicopy Services

17, Bd des Dr Sicard 81100 Castres

Directeur de la Publication : Rémi Fritzen

Rédactrice en chef : Françoise Martinez

Ont participé à la rédaction : A&A 81, Charles Abrial, Asso pour l'Autogestion, Diane Artésis-Sénonge, Alexandra Carrel, Cirque Pistil, J-Claude Egidio, Jean Fauché, Emmanuel Gagnault, Anne-Diane Goëter-Sticht, Eveline Grieder, Brigitte G., J-Luc Hervé, Juliette, Patrice Kappel, Tanguy Lebé, Christian Melon, Chantal Moulet, Véronique et Denis Nourigat, Alice Perkat, Aline Raby, R.A.C.F., Candida Rouet, Bernard Rousselet, Georges et Maguy Sablayrolles, J-Pierre Shiep, J-M Welch, Mato Witko.

Dessins originaux :

Alain GUILLEMOT, KALIE, N'MARC et SMILY

Photos : D.D.M., S. Fay, B. C-Jaud, E. Grieder

Mise en page : Françoise Martinez.

n° ISSN : 1769-8472

Dépôt légal : janvier 2016. Tirage 150 ex.
CPPAP : 0220 P 11464

Confluences 81

2016, ANNÉE DES ALTERNATIVES...



« Vous avez aimé 2015 ? Vous adorez 2016 ! L'année qui commence s'annonce sous des auspices on ne peut plus favorables. Boostés par les lois MACRON 1 et 2, les fermetures d'entreprises se multiplient. Il n'en fallait davantage pour encourager certainEs salariéEs à récupérer ces entreprises et à les remettre en marche... »



Tels devaient être les propos, la teneur et le ton de l'édito de ce numéro de janvier. Volontairement optimiste, li-

mite « bisounours » ! Janvier, c'est bien connu, c'est la période des vœux... et des illusions. Ainsi en avait décidé le Comité de rédaction de **Confluences 81** réuni le 10 novembre, soit 3 jours avant les événements sanglants de Paris...

Depuis, il nous a paru impossible de poursuivre dans cette voie-là.

Trop de morts innocentes. A Paris, mais aussi ailleurs dans le monde, comme au Liban, en Syrie, en Egypte, au Mali, en République Centrafricaine...

Trop de mesures antidémocratiques, comme l'état d'urgence « prolongé », un bon prétexte pour interdire toute manifestation de rue et singulièrement celles prévues depuis longtemps autour de la COP 21. « Femmes, migrants, défenseurs du climat et de la planète, altermondialistes, mal logés, salariés menacés, chômeurs et précaires, défenseurs des droits ... sont visé(e)s, alors que sont autorisés les marchés de Noël et autres initiatives commerciales à l'occasion des fêtes de fin d'année, tout comme les rendez-vous sportifs ou culturels. » nous disent Droit Au Logement, Droits devant!!, UD CGT 75, COPAF, FTCCR, APEIS, MNCP, Col-

lectif des Sans-Papiers 75, Sortir du Colonialisme, CRLDHT, Ecologie Sociale... et bien d'autres signataires de cet appel à passer outre l'interdiction de manifester.

Il ne s'agit pas de laisser croire qu'en lançant des tapis de bombes sur la Syrie dans une escalade guerrière renforcée, le terrorisme sera éradiqué et la sécurité des citoyenNEs FrançaisEs assurée. Le pire n'est peut-être pas advenu et reste à craindre.

En écrivant cela nous avons conscience que nous risquons d'être accusés - par celles et ceux qui ont tendance à lire trop vite ? - de chercher des excuses à un terrorisme porté par un désir de mort sans aucune justification envisageable.

Mais encore faudrait-il éviter de se voiler la face sur les causes profondes, à chercher aussi dans notre politique intérieure et extérieure, qui transforment certains jeunes formés à l'école républicaine en des fous prêts à décapiter et à se faire sauter au milieu d'une foule.

Le Comité de rédaction
10/12/2015

COUP DE C(H)OEUR ♥ COUP DE C(H)OEUR ♥ COUP DE C(H)OEUR ♥ COUP DE C(H)OEUR

La petite robe noire

Une petite robe noire légère
Toute simple et sans manière
Dansait à l'écart
Au fond du placard
N'avait autour d'elle
Qu' des gilets d' flanelle
Des chemises d'hommes
Et des pantalons tout comme

Elle était hélas
Si peu à sa place
Perdue par hasard
Entre deux costards
Une anomalie
Pourtant si jolie
Suspendue fragile
Dans ce drôle d'exil
Viril
Faut dire que ça plaît aux filles
Des petites robes qu'un rien déshabille
Petit bout de tissu
Sans quoi elles iraient nues
Petit rêve où s'égard
La main ou le regard
Petite robe noire toute simple et sans

faïlle
Petite plume volée aux parures
Etranges
Des anges

La petite robe noire
Racontait sa belle histoire
Ses heures de grâce
Au printemps qui passe
Quand le cachemire
Le blouson de cuir
Rassurants et forts
Ne la blessaient pas encore
Quand une caresse
La faisait princesse
Quand elle allait libre
De toutes ses fibres
Avant le passage
Des premiers orages
Avant que l'on ne la cloue
De reproches flous
Jaloux
Faut dire à ce que ça coûte aux filles
Les petites robes qu'un rien déshabille
Petit bout de tissu
Sans quoi elles iraient nues

Petit rêve où s'égard
La main ou le regard
Petite robe noire toute simple et sans
faïlle
Petite plume tombée aux souvenirs
Etranges
D'un ange

La petite robe sage
S'abîmait sous les outrages
Avilie de cris
Salie de mépris
Elle savait le coût
Des marques au cou
Des larmes qui brillent
Au coin des yeux qu'on maquille
Un soir de misère
D'enfer ordinaire
De vague rupture
De coups de ceinture
On l'avait griffée, déchirée,
Froissée
Et puis peu importe
Laissée de la sorte
Morte

Juliette

LE BEZ : RIEN DE NOUVEAU !



Déclaration de Monsieur le Préfet du TARN, parue dans la presse le Mardi 25 Novembre 2014 à l'occasion d'une visite dans la vallée du Thoré disant ceci en substance: *«il y a un avant et un après Sivens... il faudra désormais être attentifs à la façon d'appréhender les projets et tenir compte d'éventuelles oppositions, surtout si elles sont locales»*

Cette déclaration pleine de bon sens paraissait sincère et pleine d'espérance, pourtant bien que situés dans le Tarn, pays de Jaurès, nous ne pouvons que constater avec beaucoup d'amertume :

=> que les décideurs du projet d'extension de la zone artisanale de Saint-Agnan, ne tenant

nullement compte des observations de la population locale, s'acharnent pour imposer leur point de vue

=> que le mot «concertation» paraît ne pas figurer dans le dictionnaire des décideurs



=> que la Société Brassac Industrie, future et unique bénéficiaire de l'extension de la zone artisanale,

bénéficie d'une impunité et d'une complaisance «à tout va» de la part des élus

=> que cette société, coupable d'illégalité, continue comme si de rien n'était à accumuler les déchets et les sciures toxiques

=> que les grumes de bois, entreposées, sans déclaration à la préfecture, sur une plate forme, propriété de la commune du Bez, prennent, sans cesse de la hauteur, et présentent un danger non négligeable

=> qu'en définitive la pollution et les nuisances de toute sorte se multiplient

Mais heureusement l'emploi n'a pas disparu, même si le temps de travail a diminué et nous espérons que l'année qui vient ne sera pas pire que celle que nous laissons.

Georges & Maguy Sablayrolles

25 OCTOBRE 2015, UN AN DÉJÀ . . .

A cette occasion, il y a eu la volonté nette de plusieurs d'entre nous de marquer le coup, de mettre l'éclairage sur cette affaire et de rendre hommage à Rémi FRAISSE, tué par une grenade offensive. Rappeler ce qui s'est passé depuis le 25 octobre 2014 : le contexte, celui d'une lutte pour un territoire, la mise en lumière d'un projet incohérent, le rôle des politiques, les violences policières, celles des milices. Mettre à jour les failles de l'enquête. La coordination des opposants au barrage s'est réunie à plusieurs reprises pour préparer une action, de la manière la plus collégiale possible.

Des groupes de travail ont prévu déroulement et contenu ; un appel unitaire à une marche à SIVENS, le 25 octobre 2015, diffusé. Quelques jours avant la marche, alors que nous l'avions déclarée, nous apprenons que les pro-barrages ont déclaré 3 rassemblements – dont un pour une cueillette de champignons ! Une rencontre à la préfecture entre les diverses

parties : pro-barrage (FNSEA, Vie élus (le président de l'Assemblée de Lisle sur Tarn), le préfet et La maire de LISLE interdisant commune ! Suite à cette situation, sein de la coordination. L'une du Touch, village où Rémi a vécu, d'opposition. L'autre disant que le situé au plus près de là où Rémi et appelant à une marche depuis L'une recoupant les forces prêtes à proposé par Ségolène ROYAL celles investies dans la démarche



(Eau Tescou et certains riverains), les départementale, Carcenac, la maire la coordination, ne donnera rien. l'ensemble des rassemblements sur sa deux positions ont vu le jour au proposant de se retrouver à Plaisance où son père est conseiller municipal rassemblement n'avait de sens que était tombé, sur les lieux de la lutte GAILLAC. Deux lignes, donc. s'investir dans le projet de territoire (tels le Collectif Testet ou la Conf) et électorale Nouveau Monde. L'autre

portée par le collectif des Bouilles, et soutenue par le NPA (et aussi par A&A). Donc 2 rassemblements ont eu lieu.

A Gaillac, nous avons été surpris. D'abord de nous retrouver nombreux et ensuite de nous entendre proposer par les services de la préfecture, d'aller à Sivens. Les raisons invoquées (sécurisation des déplacements) sont entendables. La proximité des élections et la volonté de ne pas faire de vagues ont très certainement eu leur influence Nous étions entre 4 à 500 personnes à nous rassembler autour de la stèle érigée quelques jours auparavant. Moments de silence alternaient avec lectures de textes, de poésies et chansons. Moments de recueillement avec échanges. Emotion et volonté de ne rien lâcher.

Entretien téléphonique avec J C EGIDIO, mis en forme par Jean FAUCHE

Une version plus complète de cet entretien à consulter sur le blog

Fin d'année, débuts de bilans ! Alexandra et Tanguy dressent celui d'Alternatiba à Trébas. Celui de Saillans, ça ne vous dit rien ? Non, non, votre mémoire ne vous trompe pas ! Il s'agit bien du même Saillans visité par Jacques et son Maître (voir *Confluences* 81 n°109 de juillet 2014). Le blog de l'Association pour l'Autogestion publie un bilan complet de l'équipe municipale dernièrement élue dans cette commune des bords de la Drôme. Extraits ci-dessous.

ALTERNATIBA À TRÉBAS : UN ÉVÉNEMENT LOCAL

Au moment où les dirigeants des pays du monde entier tentent de négocier l'avenir de notre planète, revenons sur un événement beaucoup plus local, beaucoup moins ambitieux mais dont la réussite résonne encore en certains d'entre nous. Ce beau moment c'est la journée « Alternatiba Trébas, Monts d'Alban et Vallée du Tarn » qui a eu lieu à Trébas le dimanche 11 octobre 2015.

Alternatiba est un événement qui a eu lieu pour la première fois à Bayonne en 2013 et qui prend la forme d'une manifestation mettant sur une même place tous les acteurs des initiatives et alternatives contribuant à lutter contre le réchauffement climatique. Fort du succès de cette journée, l'appel est lancé à tous pour qu'un maximum d'Alternatiba voient le jour dans toute la France afin de faire émerger et rendre visible le champ des possibles des actions citoyennes avant les grands débats de la COP21. Paris, Toulouse, Marseille, plus de 100 alternatibas sont organisés. Et au milieu de ces grands événements : Trébas, 300 habitants, un des plus petits de France.

L'idée d'organiser un tel événement sur notre territoire réunit un groupe de quelques motivés, vivant sur le territoire et issus d'horizons et de vécus diverses, qui se retrouvent grâce au recoupement des réseaux personnels. Ce groupe informel et sans étiquette (associative ou autre) se réunit toutes les semaines pour voir grand, pour rêver, pour imaginer mais aussi se heurter à des difficultés, des désaccords, des individualités, des couacs. Le chemin est parfois un peu plus long, un peu plus sinueux mais finalement c'est le système « débrouille » qui fait loi et ça, ça marche plutôt bien !

Le 11 octobre c'est donc une belle journée qui s'annonce. Il fait beau, le site est idyllique, en bord de Tarn, à l'ombre des arbres, au bruit des guitares ou des chorales qui sont venues bénévolement apporter un soutien. On compte une cinquantaine de participants (associations, producteurs locaux, artistes, militants ou acteurs de l'économie sociale et solidaire) animés d'une volonté pédagogique et de transmission auprès de toutes et tous. Tous bénévoles, tous gratuits, tous militants. Les conférences battent leur plein (solidarités, gouvernance, bien commun, expérimentations locales), les militants associatifs informent et convainquent, les producteurs expliquent leur démarches et proposent des produits, les artistes déambulent, bref on se sent bien. Et la journée est réussie avec plus de 500 visiteurs estimés et ce sentiment rassurant d'être ensemble et de faire quelque chose de constructif.

Que fait-on après alors ? On digère un peu, on se repose, on se revoit pour boire et manger et refaire (encore) le monde. La suite c'est repartir certainement sur une autre proposition d'Alternatiba 2016, un peu sur le même concept, sûrement sur le même lieu. Et localement, la suite d'Alternatiba c'est aussi recréer du lien entre les habitants et les porteurs d'alternatives, échanger des coups de main, du matériel, construire un four à pain, imaginer une guinguette itinérante, autant de projets qui donnent envie car finalement la conclusion d'Alternatiba c'est ça : donner envie !

Pour être informé, n'hésitez pas à nous contacter : alternatibatrebass@gmail.com

Alexandra & Tanguy

SAILLANS : PETIT BILAN...

... du fonctionnement de la liste collégiale

Après un an et demi, il est possible de tirer un premier bilan.

Sur le principe d'abord : si la participation citoyenne est largement encouragée, le fonctionnement reste centralisé, avec une validation des projets citoyens par les élus. Le système français de démocratie représentative constitue un cadre contraignant auquel il est difficile (impossible ?) d'échapper. Les décisions quotidiennes sont prises par les élus, au sein du Comité de Pilotage pour garantir une certaine transparence, mais sans consultation possible des habitants. [...]

Avec le système des commissions thématiques définissant chacune trois projets par semestre, la municipalité doit ainsi suivre la mise en œuvre d'une quarantaine de projets par an. Le foisonnement d'idées citoyennes trouve une légitimité et une mise en œuvre qui sont encourageantes. Mais cela représente un temps d'investissement

de la part des élus très conséquent, au risque de les épuiser. [...]

Par ailleurs, le pouvoir de la municipalité reste limité par l'intercommunalité, gérant de nombreuses compétences. Ce qui pose la question de l'isolement de la commune dans sa démarche, et de la nécessité d'essaimage, pour que la transformation de nos habitudes politiques puisse avoir une réelle mise en œuvre.

Pour finir, le dernier point qui nécessite une réserve est celui de la participation 'faible' et ciblée des habitants : [...] force est de constater que les habitants qui n'étaient pas convaincus par ce système lors des élections ne le sont toujours pas. Or la démocratie, c'est bien de favoriser l'expression de tous.

Parallèlement à la poursuite de la mise en pratique, nécessairement longue, d'une méthode participative et collégiale, la municipalité – appuyée par le Conseil des Sages – doit aujourd'hui porter sa réflexion sur les moyens de mobilisation

des habitants qui ne se sentent pour l'instant pas concernés ni convaincus par le projet municipal. C'est cette participation qui marquerait une victoire démocratique !

Le projet aujourd'hui mis en place par la municipalité de Saillans, quelles qu'en soient ses limites et ses imperfections, a tout d'abord le mérite d'exister ! Il constitue un véritable outil politique de réappropriation de l'espace public, de gestion collective, de valorisation des projets et compétences citoyens.

Quel que soit son avenir, sur la suite de la mandature et lors de prochaines élections, il aura été un moment d'effervescence démocratique, de partage, de participation, pour les nombreux habitants impliqués, et au-delà un 'exemple' mobilisateur pour de nombreux citoyens.

L'intégralité de l'article sur <http://www.autogestion.asso.fr/?p=5545>

21 topies ?

20^{ème} année | Numéro 118 | Janvier 2016

Confluences 81

5

SAÏX : IL FAISAIT BEAU...

Il faisait beau ce samedi 24 octobre, et dès 11h, l'ambiance était dynamique à la MJC de Saïx : la chorale improvisée d'Agapella nous embarquait dans un chant original céleste, et les stands s'emplissaient déjà de visiteurs. Il y avait du monde à la buvette pour le café matinal, et les inscriptions aux ateliers commençaient à se faire.

Plus tard, dehors, les stands de petite restauration : tartes aux légumes et sandwiches au tofu fourrés, étaient pris d'assaut, ainsi que les jus de légumes frais, et de nombreuses personnes discutaient dans un resto improvisé de quelques tables au bord de l'Agout.

Toute l'après-midi, les ateliers se sont succédés, puis il y eut le débat de fin d'après-midi, le conte de la Conteuse de l'Hippocampe, qui nous a enchanté, et finalement les deux orchestres du soir, le jazz Manouche de Sheik of Swing, et le groupe de percussions africaines D' Kal' Sons Noirs, .

Oui, ce fût une belle et bonne journée pour la transition écologiste et citoyenne, à la fois joyeuse et sérieuse.

Au total, plus de 300 personnes y sont passées.

Cette journée a été organisée, comme l'an dernier, par un collectif de différentes associations impliquées dans la question urgente du monde pour demain, celui qu'il est plus que temps de construire pour que nos enfants vivent dans un environnement qui reste humain, et qui respecte l'équité, l'éthique et la nature.

L'origine de cette initiative est due à une plate-forme nationale, créée il y a deux ans, pour sensibiliser les consciences à l'approche de la COP 21, et est relayée depuis par les groupes locaux de ces associations, mais qui concerne également d'autres acteurs impliqués dans une vision nouvelle de la vie sociale et économique.

C'est ainsi que, sur le Sud - Tarn, nous avons réuni dès l'an dernier des associations

œuvrant dans divers domaines, couvrant finalement tout le champ de la nécessaire transformation de nos sociétés, allant de l'agriculture et l'alimentation, à la santé et le développement personnel, en passant par la finance et l'économie solidaire et sociale, l'énergie et les transports, la démocratie et la presse, ainsi que l'éducation.

Au total, une quarantaine d'associations ont accepté de participer à cet événement, mais aussi certaines entreprises et communautés éthiques et même quelques municipalités pratiquant dans leur territoire une politique participative pour les prises de décisions.

Il y eut beaucoup d'échanges sur les stands, et les ateliers adultes et enfants ont été très suivis : plus de 200 inscriptions ont été recensées.

En voici les grands thèmes :

Pour ce qui concerne l'alimentation et l'agriculture, nous avons parlé de la préservation des semences traditionnelles

(Association Pétanielle, en lien avec la Confédération Paysanne), de l'alimentation locale (Réseau des Amap), de l'alimentation vivante (Association Plus de Cru), du commerce équitable (Artisans du Monde).

Pour la question de l'énergie, nous avons débattu autour du financement participatif pour une énergie renouvelable (Mairie d'Arfons), de l'utilisation de la filière bois (Abbaye d'En Calcat), de la problématique du tri (Trifyl), de l'empreinte écologique (Université du Temps Libre).

Pour l'économie sociale et solidaire, un projet d'habitat intergénérationnel dans le Tarn (Adiht'ess) a été présenté.

Le sujet de l'avenir de l'organisation de nos société a été abordé en déclinant les 15 mesures concrètes pour sortir de la crise (Collectif Roosevelt), en mettant en évidence les utopies en marche, ce que l'on peut nommer les Hétérotopies (Via Brachy), et évoquant le rôle des mouvements sociaux (Attac), mais aussi en participant à un atelier de bricolage carton (MJC de Saïx)

Une grande part a été accordée au développement personnel, source de bien-être et d'équilibre, pour le corps et l'esprit, avec un cours de yoga (Les Colibris), une séance de biodanza (Destination Biodanza), un cours de conscience par le corps (L'Arbre qui Danse), et la projection d'une série de témoignages autour de

la révolution intérieure (Les Colibris).

Finalement l'éducation a été très mise en valeur avec un exposé sur l'ouvrage d'Edgar Morin : « Les 7 savoirs nécessaires à l'éducation du futur » (Les Colibris), une réflexion sur l'éducation à la sensorialité chez l'enfant (La Maison des Enfants), une initiation aux 16 attitudes pour mieux vivre (Education Universelle), un débat sur la vie de parents (Parent'ages), ainsi que sur les écoles alter-

natives et l'alternative à l'école (Libres Enfants du Tarn).

Et les enfants n'ont pas été oubliés, avec une séance de contes, un atelier d'éveil par le corps (L'Arbre qui Danse), une séance de biodanza (Destination Biodanza), des jeux d'éducation émotionnelle (Eduka 3000), et un atelier de construction de nichoirs en bois (Jonathan Foucher).

Au total, cette journée a représenté la vision et la volonté concrète d'un monde en mutation, qui prend à bras le corps les grands défis lancés actuellement à nos sociétés, et dont la concomitance actuelle est plus que troublante, quand le terrorisme du à une lecture aberrante de la religion, au service de la mort, sur fond d'un profond désespoir, rencontre la tentative tardive, et certainement insuffisante, de faire évoluer les nations autour de la catastrophe environnementale qui est déjà là.

Eveline Grieder,
le 1^{er} décembre 2015

Confluences 81



UNE NOUVELLE RUBRIQUE !

Le Comité de Rédaction, réuni le 10 novembre dernier, en a pris la décision. Elle sera alimentée dès ce numéro, mais aussi dans les numéros suivants. Nous y publierons les articles qui nous seront envoyés à propos des réfugiés, politiques ou climatiques, à Castres, Aussillon, Albi ou ailleurs...

L'abondance et la longueur des articles déjà reçus - du Collectif Tchétchènes (Guy D.), de l'accueil des Syriens (Patrice K), du Réseau Education Sans Frontière (Manu G.), des Tziganes et autres «gitans» (Christian M.) - ainsi que leur qualité, laissent penser que le Comité de Rédaction du mois de janvier sera amené à préparer un dossier central sur ces questions. Nous souhaitons publier en entier ces textes plutôt que de les tronquer pour les faire entrer à toute force dans cette page. A suivre donc...

Son titre «Étranges Étrangers» est volontairement un peu limité par rapport aux sujets qui y sont traités : ainsi, les «gens du voyage» dont nous parlons dans ce numéro et dans les suivants, ne sont pas des étrangers. CertainEs d'entre eux sont Français depuis des générations. Mais ne sont-ils pas perçus par les populations autochtones comme des étrangers ? Et dans le contexte actuel comme des personnes dont il faudrait se méfier ? Nous souhaitons que cette rubrique aide à briser beaucoup d'idées reçues et de frileux réflexes chauvinistes voire racistes.

La rédaction

CASTRES : AH LES «GENS DU VOYAGE» !

Compte rendu des réunions des 9 et 20 novembre

Lundi 9 novembre s'est tenue une réunion organisée par le MRAP concernant les difficultés des Gens du Voyage (par ailleurs sédentaires à l'aire de la Vivarié à Castres).

Cette aire a été fermée pour travaux. Le Maire n'a rien prévu en remplacement pour leur accueil d'où stationnements gênants dans Castres (voir la Dépêche et les JT) arrêt total du fonctionnement de la Gare SNCF à Castres pendant une semaine ainsi que quelques actions violentes, actes qui ont justifié la venue de très nombreux policiers ce qui n'a pas amélioré l'état d'esprit d'une grande partie de la population. Ce qui fait le

bonheur du candidat Bugis ?

Les Gens du Voyage présents se sont plaints des problèmes du fonctionnement de l'aire de la Vivarié : gardiens, surveillance permanente (caméra), prix élevé de l'eau et l'électricité qu'ils paient à la journée.

Actuellement ils sont en majorité sur l'aire d'accueil d'Aussillon pour environ 3 mois (voir Dépêche du Tarn du 25/11) où un véhicule vient chercher les enfants scolarisés dans les écoles de Castres.

Une seconde réunion le 20 novembre montre que tous ces problèmes sont en suspens et qu'aucune solution n'a été trouvée.

Aline Raby & Chantal Moulet.



Après la fermeture de la Vivarié, campement à La Borde Basse (photo DDM)

PROVERBE TZIGANE : *Si tu es au fond du trou, arrête de creuser !*

QUI SONT LES GENS DU VOYAGE ?

D'abord, de qui parlons-nous ?

• En France, quand on parle de Tziganes, on distingue 4 groupes : les Manouches, les Gitans, les Roms et les Yéniches. En région parisienne, ils sont présents depuis le 16ème siècle. Ce qu'on sait aujourd'hui par les études linguistiques, c'est que des gens ont quitté le Nord de l'Inde vers le 10ème siècle pour arriver jusqu'à nous.

• Schématiquement il y a ceux qui sont arrivés par le Nord de la France, groupe des Manouches, noms à consonance



germaniques. Les Gitans sont arrivés par la Grèce et l'Italie, vers la péninsule ibérique. Les Roms ont été mis en esclavage en Europe centrale, libérés vers le 19ème siècle. Les Yéniches ne participent pas à cette origine lointaine Indienne. Ils se sont mis en route lors des guerres incessantes dans les états alémaniques. Le mot « Rom » est l'appellation donnée par les organisations européennes qui regroupe l'ensemble de ces 4 groupes.

Ce peuple a toujours été l'objet d'exclusion, dans toutes ses migrations, et ça continue aujourd'hui, y compris dans notre pays où la Halde en janvier 2009 a dû rappeler à l'État français qu'il fallait qu'il cesse ses discriminations à l'en-

contre des gens du voyage.

Ce peuple a une culture : malgré les difficultés qu'ils ont rencontrées, ces hommes et ces femmes ont toujours conservé une force culturelle, ce qui explique leur survie en tant que groupe malgré tout ce qu'on a tenté pour les faire disparaître. Culture = pas les peintres, les musiciens, etc, mais plus généralement ce qui va relier entre eux des gens appartenant à un groupe qu'ils identifient avec beaucoup de précision.

Christian Melon

Ce texte n'est qu'une introduction : à poursuivre dans les numéros suivants de Confluences 81.

POSITIVONS, MENTONS !

Comme Jean-Paul Sartre ne voulant pas démoraliser le monde ouvrier estimait qu'il ne fallait pas désespérer Billancourt* (en cachant au prolétariat français l'existence de camps en URSS), il semblerait que nous ne puissions pas alerter correctement sur les dangers écologiques et sociaux que nous voyons, que nous analysons, que nous étudions et dont nous constatons les dégâts au risque d'entraîner l'apathie ou la résignation (et le doute) chez nos congénères.

Il paraîtrait qu'il ne faut pas trop effrayer le « bon peuple ». Ne pas faire naître chez lui la désespérance... Il faudrait lui diluer la vérité et surtout, surtout, lui laisser entrevoir une issue positive possible...

Cette « positive attitude » qu'il convient d'avoir entraîne souvent de vains espoirs. En cela, elle est cruelle et indécente. Mais ne sommes-nous pas devant un mensonge qui arrange, évitant ainsi une vérité qui dérange ? Quand le télégénique Nicolas Hulot nous exhorte à ne pas laisser couler le robinet d'eau lors d'un brossage de dents, il y va du bon sens populaire, mais va-t-il dire à EDF qu'il n'est pas très sain de turbiner des millions de mètres cube d'eau (3,6 mètres cubes par seconde pour la centrale de Golfech) pour refroidir une expérience aussi absurde et dangereuse que de produire de l'électricité en faisant tourner

des moteurs électrogènes par fission nucléaire ?

Quand Philippe Joudrier** estime que les plantes génétiquement modifiées sont les meilleures pour lutter contre les ravageurs, faudrait-il lui dire que les chimères qu'il nous propose apporteront très certainement bien plus de problèmes que les ravageurs qu'ils veut éradiquer !

Quand Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls parlent de créations d'emplois liés à la réalisation d'un aéroport à Notre Dame des Landes ne voient-ils pas qu'ils déplacent un problème et n'abordent pas le fond du sujet : quel est l'intérêt d'avoir un autre aéroport alors que le déplacement par avion est parvenu à son apogée, et que nous

allons forcément connaître une diminution du trafic aérien notamment par la prise de conscience des pollutions engendrées et du fait de la raréfaction des ressources pétrolières (et de l'appauvrissement des populations !). Par contre, des terres agricoles vivrières, productrices des légumes et céréales indispensables à l'alimentation de l'humanité, nous n'allons pas en connaître d'autres ! Celles qui sont bétonnées et transformées en infrastructures sont définitivement perdues pour la culture. Ce n'est pas la déforestation qui nous apportera de nouvelles parcelles.

Quand Thierry Carcenac, président PS d'un Conseil Départemental à sa botte, suit comme un Triboulet*** servile les recommandations de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne et de la FDSEA, sans chercher à comprendre les impacts écologiques et la nécessité de repenser l'agriculture, ça conduit forcément à des affrontements. Affrontements qui ont pour l'instant été responsables de la mort d'un amoureux de la nature, Rémi Fraisse. Que Ségolène Royal mandate des experts pour réviser le projet et proposer une prétendue alternative ne répond pas à la problématique. Est-ce que cette agriculture intensive nécessitant beaucoup d'eau en été est adaptée ? Une vraie réponse aurait au préalable questionné les besoins.

Mais pour ces gens-là, l'essentiel ne semble pas être la vérité. Mais une démagogique présentation de projets sensés prouver l'intérêt porté aux populations locales et à leur emploi... Ce qui se traduit souvent par une réussite aux élections suivantes ! Au détriment du bon sens.

Diane Artèsis-Cènonge

* Un grand nombre d'ouvriers travaillaient alors aux usines Renault de Billancourt. Billancourt devenant, par synecdoque, synonyme de prolétariat français !

** Président du groupe d'experts chargé de l'évaluation des OGM à l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa),

*** Triboulet : nom de deux bouffons de René d'Anjou et des rois Louis XII et François 1^{er}.

SÉCURITÉ, LIBERTÉS : QUEL ÉQUILIBRE ?

D'après *Le Monde* « Culture et Idées » du 28/11.

« Depuis les attentats, le gouvernement a adopté des mesures d'exception qui réduisent les libertés publiques. Pour protéger la démocratie, la France doit-elle affaiblir les valeurs qui la fondent ? » (Anne Chemin, journaliste)

F. Hollande a remis au goût du jour une loi sur l'état d'urgence qui date de la guerre d'Algérie et parle d' « actes de guerre » (il faudrait redéfinir le terme guerre).

Cette attitude a été plébiscitée par les Français, pourquoi ? Mais peu à peu le doute s'installe dans les esprits. Certes « sur les libertés publiques personne n'est angélique, optimiste ou aveugle » mais l'inquiétude apparaît.

« L'enjeu est de ne pas adopter des mesures qui déshonorent les valeurs pour lesquelles nous nous battons » (A. Garapon).

« Le risque est, au motif de défendre des valeurs humanistes, de les mettre en danger » (M. Delmas-Marty, juriste).

« Je ne suis pas sûre que ces graves atteintes aux libertés nous aient fait beaucoup gagner sur le plan de la sécurité » (D. Luchak, professeure de Droit Public).

« Dans le domaine de la lutte anti-terroriste, la Cour Européenne admet des procédures dérogatoires, mais elle condamne toute restriction excessive et disproportionnée des droits et libertés » (N. Hervieu).

Michel Rosenfeld, professeur de droit à New-York, affirme (se référant à ce qui a été adopté par G.W. Bush après le 11 septembre 2001) : « Le terrorisme favorise un état d'esprit antidémocratique ».

A.R.

N.B. : à lire *Terrorisme, Histoire et Droit* CNRS Editions, 2013.

Il était un temps, pas si lointain, où traiter quelqu'un de « paysan » frôlait l'injure. Certains « agriculteurs » revendiquent à présent le terme haut et fort pour les caractériser. Nous avons donc adopté ce titre pour un dossier qui a vu arriver plein de textes - de paysans pour la plupart - sur différents aspects de l'agriculture « paysanne ». Nous avons dû ouvrir à nouveau la rubrique « agriculture » pour pouvoir en publier un maximum dès ce numéro de janvier 2016. D'autres sont soigneusement gardés en chambre froide pour les numéros à venir. Et bien sûr, vos réactions sont attendues.

La rédaction

LES AGRO-INDUSTRIELS EN COLÈRE

Depuis plusieurs années on entend une partie du monde agricole se déverser en colère contre la grande distribution et les prix bas. Ces exploitant-e-s agricoles ne gagneraient pas suffisamment bien leur vie malgré le nombre d'heures (qu'ils/elles ne calculeraient même plus) qu'ils/elles passent à travailler. Selon eux/elles, les primes ne suffisent pas à compenser les pertes.

Leurs cibles principales : l'État français, l'Europe et la grande distribution. Au gouvernement français, ils/elles réclament une protection aux frontières afin d'empêcher des produits agricoles en provenance d'autre territoires de venir se vendre en France à un prix moindre ; à l'Europe, ils/elles demandent moins de normes contraignant leurs façon de produire et aux Hypermarchés, ils/elles exigent un meilleur prix d'achat de leurs productions.

Le mois de juillet 2015 a été, encore une fois, témoin de manifestations d'agro-industriels en colère.

Lorsque ces exploitant-e-s agricoles sont en colère, ça se voit. Et ça se sent : lisier et fumier répandus sur des parkings de supermarchés, pneus brûlés, cadavres d'animaux éparpillés au sol, lait déversé dans des rivières*, blocage de routes...

Les divers actes de vandalisme commis par ces personnes sont rarement punis par la Justice qui sait fermer les yeux sur les lobbys. Alors que les actes légitimes de fauchage d'OGM ou ceux de défenseur-es des animaux qui libèrent des êtres condamnés restent rarement impunis (et doivent donc se réaliser dans la clandestinité, reléguant leurs auteur-e-s dans l'illégalité). Lorsque des paysans d'un autre syndicat démontent un Mc Do pour manifester contre l'impérialisme étasunien, lorsque ils/elles tentent d'empêcher la réalisation d'une ferme où près d'un millier de vaches seront enfermées, là, la Justice française trouve le temps d'instruire les dossiers !

Cette Justice qui rend des verdicts aléatoires est capable de confisquer à tel SDF « ses » compagnons canins sous prétexte qu'il ne les nourrit pas correctement (mauvais traitements) et de fermer les yeux face aux tortures infligées aux animaux considérés nuisibles par la « bien-pensance » rurale (comme on a pu le voir avec les ragondins, les loups abattus ou les ours dans les Pyrénées) ou celles infligées aux animaux d'élevage eux-mêmes (cochons pendus en public, vaches peintes en vert...)**.

Ce système que ces agro-industriels critiquent est pourtant

le même qu'ils/elles soutiennent en sur-produisant, en polluant, en transformant des céréales en carburant, en cultivant des plantes génétiquement modifiées, en alimentant leurs animaux avec du soja transgénique, en bourrant leur « bétail » d'antibiotiques, en spéculant sur les denrées alimentaires, en acceptant des primes calculées en fonction de critères arbitraires (ainsi le Prince de Monaco aurait touché 254 000 € de primes agricoles en 2009)... Je comprends que l'on puisse s'opposer à ce système productiviste délirant. Mais probablement pas pour les mêmes raisons que celles de ces gens qui se qualifient de paysans alors que la plupart d'entre eux/elles sont plutôt des « industriels de l'agriculture » !

En septembre 2015, la FNSEA parvint à faire manifester 1400 tracteurs dans Paris. Résultat : le ministre leur promet 3 milliards d'euros d'aides. Quelles que soient les aides apportées par le gouvernement pour répondre à leurs inquiétudes, ces mesures seront obsolètes dans un ou deux ans...

Ils/elles reviendront alors manifester pour solliciter de nouvelles aides... Et ainsi de suite... Ce système tient debout de façon artificielle. Il n'a pas d'avenir. Mais il nous impose ses conséquences.

Faut-il rappeler que les éleveurs sont responsables d'une bonne partie des Gaz à effet de serre et des pollutions des nappes phréatiques et des cours d'eau (la Bretagne remercie encore Edgar Pisani et sa « réforme agricole ») ? Et

de la souffrance quotidienne de tant d'animaux ?

Quand les éleveurs et éleveuses disent qu'ils aiment leur travail et leurs animaux, je m'inquiète du sens donné au verbe « aimer » vu la destination finale des animaux qu'ils élèvent amoureuxment : l'abattoir !

Pourvu que jamais ils et elles ne se décident à m'aimer !

Anne-Diane Goèter-Sticht

* Ce fut le cas en juillet 2015 dans le Durgeon, rivière de Haute Saône où plus de 15 000 litres de lait ont été déversés le polluant et entraînant la mort de nombreux animaux sauvages...

** Je n'aborde pas dans cet article les aberrations qui autorisent certains actes abominables vis-à-vis d'animaux domestiques (gavage d'oies et de canards pour obtenir du foie gras, veaux attachés à quelques centimètres de chaîne afin d'avoir la chair blanche et tendre...), d'animaux de loisirs (dans les cirques, dans les zoos, les taureaux torturés et assassinés lors des corridas, les combats de coqs...) ou d'animaux sauvages (concours de déterrage de blaireaux, battus aux renards, piégeages d'animaux pré-tendument nuisibles...).

LE DESSIN DE N' MARC



PAYSANNES, PAYSANS !

ESPACES PASTORAUX

Les éleveurs de montagne menacés par la réforme de la PAC

Mise en application -laborieuse- en 2015, la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) était attendue avec espoir par les éleveurs de montagne. Elle devait amener un rééquilibrage des aides entre céréaliers et éleveurs, un soutien accru aux zones difficiles, et un encouragement des pratiques agro-écologiques. Hélas, les textes de mise en application sont source d'inquiétude. Et notamment pour la prise en compte des espaces pastoraux.

Landes et parcours, qu'és aco?

Dans notre montagne tarnaise, comme dans tous les massifs français, les éleveurs utilisent des «landes et parcours»: des espaces souvent pentus où cohabitent herbe, buissons, arbres. Bref, autre chose que des prés, avec uniquement de l'herbe. Ce sont des surfaces fourragères précieuses pour l'élevage de montagne.

Des espaces autrefois très utilisés

Ces parcelles ont été intensivement pâturées, notamment au XIX^{ème} siècle, où la population rurale était à son maximum. Le pastoralisme a ainsi façonné nos paysages, créant des milieux ouverts, avec une biodiversité remarquable. Les troupeaux étaient alors gardés, grâce à une main d'œuvre familiale nombreuse sur les fermes. Cette utilisation a continué jusque dans les années 1970.

Après des décennies de déprise...

La modernisation de l'agriculture et les changements de la structure familiale sur les fermes ont bouleversé les modes de travail dans les dernières décennies. Les terres mécanisables ont été surexploitées, entraînant pollution des eaux, fatigue des sols, disparition de la biodiversité. Dans le même temps, les espaces pastoraux ont été abandonnés, faute de main d'œuvre pour garder les bêtes. Ces espaces autrefois ouverts se sont embroussaillés, devenant inaccessibles aux randonneurs, chasseurs et cueilleurs de champignons. La riche biodiversité liée au pastoralisme disparaît également avec la fermeture du paysage.

... des évolutions positives depuis 10 ans...

C'est la menace sur cette biodiversité protégée qui a déclenché, sur certaines de ces zones, la mise en place de mesures Natura 2000, accompagnées d'incitations financières pour les éleveurs, et de subventions pour permettre l'installation de clôtures, l'aménagement de points d'eau... Ces mesures ont été accompagnées depuis quelques années de droits à primes sur ces surfaces, l'administration considérant avec raison que toutes les surfaces exploitées doivent bénéficier d'aides. Et c'est une véritable dynamique qui s'est lentement mise en place ces dernières années. Des éleveurs ont remis des troupeaux sur ces parcelles, réouvrant des milieux embroussaillés, permettant aux autres usagers de les utiliser pour la chasse, la promenade... et favorisant le maintien d'une biodiversité rare et menacée. Alors qu'il est très difficile pour un jeune de trouver des terres, ces espaces ont permis à certains éleveurs de s'installer, ou d'agrandir des fermes trop petites, de sécuriser leurs ressources fourra-

gères, et de conforter, par les droits à prime, la viabilité économique de leur ferme.

... remise en cause par la réforme de la PAC!

Trop beau pour durer? L'Europe est en contentieux avec la France pour l'attribution de droits à prime sur ces surfaces, qualifiées de «peu productives». Elles ont bien failli passer à la trappe de la réforme, perdant leurs droits à prime. C'est finalement un système de prorata qui a été mis en place pour leur admissibilité, en fonction de l'accessibilité par les animaux, et de la ressource fourragère. Pas simple à évaluer, malgré le référentiel photographique fourni par l'administration: l'éleveur est invité à comparer la situation sur le terrain avec les photos, et à choisir le prorata qui correspond. Une certitude: des parcelles qui avaient des droits à prime ne les auront plus qu'en partie, en fonction du prorata évalué.

La triple peine pour les éleveurs de montagne

Alors que les primes sont proportionnelles à la surface, l'application du prorata entraînera une baisse de la surface primable, et donc une baisse des droits à prime. Une baisse qui risque d'effacer les revalorisations annoncées pour la réforme, l'Etat reprenant d'une main ce qu'il donne de l'autre. Une situation insupportable pour ceux qui exploitent des zones difficiles, qui sont frappés par la crise de l'élevage, et qui souffraient déjà des inégalités dans la répartition des aides PAC.

Oui aux visites rapides,

Comme si cela ne suffisait pas, l'Europe impose à l'Etat français de contrôler toutes les parcelles «proratisées» dont le taux diffère de l'interprétation de la photo aérienne. Le ministère annonce que ces visites seront faites pour sécuriser la situation des éleveurs... mais elles entraîneront des pénalités en cas d'écart. Des pénalités sévères puisque un écart de deux hectares entraînera la perte de prime sur... six hectares, un écart de 20% entraînant la suppression de toutes les primes de l'année... et la mise à mort économique de la ferme. Et ce, alors que le ministre lui même avait annoncé au printemps que les déclarations pourraient être revues à l'automne sans pénalités après les propositions de l'administration.

Non aux pénalités!

De nombreux éleveurs ne sont pas conscients de la menace! Pour sa part, la Confédération Paysanne du Tarn est fortement mobilisée sur la question depuis des mois: lettre ouverte au ministre en mai, interpellations multiples de la DDT depuis août, occupation de la DRAAF Midi-Pyrénées le 15 octobre et rencontre avec Pascal Augier, interpellation des députés et sénateurs, lancement d'une cyber-pétition qui a reçu plus de 2000 signatures dans la seule journée du 2 novembre. Les autres régions et le national sont aussi mobilisés: occupation de la DRAAF de Montpellier, action au sommet de l'élevage à Cournon, manifestation le 20 octobre devant le ministère, rencontre avec le ministre le 29. Le ministre a aussi été interpellé lors de sa venue au colloque montagne de la Conf' le 6 novembre dans l'Ariège.

(suite page 11)

Confluences 81

ESPACES PASTORAUX (SUITE DE LA PAGE 10)

Une action est prévue auprès de la préfecture le 1er décembre. Un seul objectif: les « visites rapides » doivent garder leur caractère pédagogique, **l'éleveur doit pouvoir modifier sa déclaration à l'issue de la visite sans pénalités!**

Le ministre a aussi été interpellé lors de sa venue au colloque montagne de la Conf' le 6 novembre dans l'Ariège. Une action est prévue auprès de la préfecture le 1er décembre. Un seul objectif: les « visites rapides » doivent garder leur caractère pédagogique, **l'éleveur doit pouvoir modifier sa déclaration à l'issue de la visite sans pénalités!**

Les petites fermes menacées

Les impacts de ces mesures vont varier en fonction de la

taille des exploitations. Celles qui utilisent de grandes surfaces devraient être bénéficiaires de la réforme, voire même en tirer de véritables rentes de situation. A l'opposé, ce sont les petites fermes d'élevage de montagne qui vont trinquer! Déjà pénalisées par leur petite taille, elles risquent de voir leur prime baisser à la suite de la réforme, et de voir leur survie remise en question. Un comble! A l'opposé des objectifs de la réforme de la PAC!

Jean-Luc HERVE,

pour la Confédération Paysanne du Tarn

LES SAISONS DE LA VALLÉE...

... pour rénover et valoriser arbres et fruits



La vallée c'est la vallée du Thoré, les saisons c'est principalement l'automne tout simplement parce que c'est la récolte des fruits.

L'association créée dans les années 1980 par des paysan-nes qui démarraient la commercialisation en circuits courts s'est mise en sommeil pendant quelques années avant de redémarrer à la fin des années 1990. C'est avec l'appui de l'ADEART (Association pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural du Tarn) SOLAGRO de Toulouse et l'association RENOVA de l'Ariège que l'association a lancé l'opération de rénovation des vergers abandonnés depuis plusieurs décennies pour ensuite revaloriser les fruits. Ces pré-vergers sont essentiellement plantés en pommiers d'une multitude de variétés anciennes. C'est ainsi que de nombreux arbres fruitiers ont été « rajeunis », débroussaillés, taillés, remis à neuf pour une nouvelle vie de production.

Après les arbres il a fallu penser aux fruits et pour obtenir une meilleure valorisation la transformation d'une

partie des fruits en jus a été une solution intéressante. Les deux premières années l'association RENOVA nous a prêté son atelier mobile de transformation avant que les Saisons de la Vallée puisse acquérir son propre matériel, broyeur, pressoir, pasteurisateur, mise en bouteille.

Cet atelier mobile installé sur 2 remorques se déplace dans les villages de la vallée du 15 septembre à début novembre pour presser les pommes de tous ceux qui, possédant, un pommier ou 5 ou 10 ont envie de transformer les fruits en jus. Cette année 2015, qui a été une année très riche en fruits dans la vallée, a permis à l'association de transformer plus de 40 tonnes de pommes. L'atelier est ouvert à tous les agriculteurs et non agriculteurs et chacun peut donner un peu de son temps pour aider à la fabrication du jus de pommes. Il est évident que chaque apporteur de fruits ne reprend pas le jus de ses fruits, (2 kg de pommes = 1 litre de jus) mais la qualité de ce jus tient au mélange de dizaines de variétés de pommes.

Et depuis 2 ans l'Association a mis en place un verger conservatoire et pédagogique sur la commune de Pont de l'Arn, contenant à l'heure actuelle 50 variétés d'arbres fruitiers, pommiers et poiriers. Ce verger permettra de finaliser l'identification des variétés anciennes locales et servira de support pédagogique.

Après la pomme, l'association vou-

drait aussi revaloriser la châtaigne qui est aussi un fruit très répandu dans la vallée, où plutôt qui était très répandu, car les châtaigneraies ont été peu à peu abandonnées. Mais la transformation de la châtaigne est un peu plus compliquée que la pomme et la mise en œuvre s'éternise. D'autant plus qu'un nouveau parasite, le cynips, est en train d'investir nos châtaigneraies et compromet sérieusement les récoltes à venir. C'est pour cela que les Saisons de la Vallée en partenariat avec l'ADEART et l'Association Régionale des Apiculteurs a lancé un plan de lutte contre le cynips, qui est arrivé en France par le Sud-est et s'est propagé rapidement à tout le sud. Le seul moyen de lutte biologique n'est autre que des « lâchers » de son prédateur : le Thorymus qui endigue l'invasion de cynips. Mais cela à un coût et les 3 associations ont lancé un appel à don pour faire face à la charge financière. Le châtaignier fait partie du patrimoine de nos forêts et sa disparition serait une catastrophe paysagère et écologique.

Les Saisons de la Vallée, faut-il le rappeler, c'est un emploi à temps partiel plus un emploi saisonnier pendant la période pressage et a permis l'installation de 3 jeunes paysans, comme pépiniériste, paysagiste et apiculteur qui continuent de faire vivre la vallée.

Charles Abrial

[courriel : lessaisonsdelavallee@gmail.com](mailto:lessaisonsdelavallee@gmail.com)

Blog : lessaisonsdelavallee.wordpress.com

L'USINE À TOMATES

Pendant que nous réfléchissons à la souveraineté alimentaire et à une agriculture vertueuse, nos élus, conseillers généraux et ministres décident et participent aux grands projets.

Jean-Luc Raysseguier est à l'origine du projet de serre géante. Il est Maire de Bessières mais également 1^{er} vice président de Décoset, le syndicat d'ordures ménagères (Véolia propreté). Il faut dire qu'à Bessières, l'incinérateur n'apportait que des désagréments : les nombreux camions traversant la ville, mais surtout la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes) qui était supposée augmenter. Malgré le site archéologique découvert, bitume et béton recouvrent 19 hectares afin de construire une serre de 10 hectares vouée à la culture hydroponique. L'objectif est de produire 4500 tonnes/an de tomates et 1250 tonnes/an de concombres pour le marché du MIN de Toulouse et la restauration collective avec l'idée de remplacer la tomate d'importation qui elle-même a remplacé la production de la couronne verte Toulousaine, détruite par la pression foncière. Pour cela, une partie de la chaleur émise par l'incinérateur Econotre (Suez Environnement) est utilisée par le procédé de cogénération. Du coup, le projet devient éligible au dispositif Certificat d'économies d'énergie (loi d'orientation de la politique énergétique), c'est à ce niveau que Total intervient. Lutte intégrée pour ajouter un peu de peinture verte et le dossier est ficelé : 800 mille euros de l'ADEME et 500 mille de la mairie de Bessières. De plus, les élus de la région Midi-Pyrénées ont voté une subvention de 200 mille euros et une avance remboursable d'1 million. Un gros paquet d'argent public. Le projet coûte plus de 18 millions d'euros. Gilles Briffaut (porteur du projet) apporte 16 millions, Décoset 1500 mille, Econotre 700 mille. Avec une prévision de 100 emplois, ce projet est présenté comme vertueux alors qu'il consiste à capter l'argent public pour produire de la malbouffe à grande échelle en enrichissant des gros

privés déjà repus. Au passage, on étouffe les producteurs de bons légumes car ces tomates sans goût seront vendues à des prix défiant toute concurrence. Avec cette surface et tout cet argent public, des maraichers auraient pu s'installer, ici ou ailleurs, et auraient généré beaucoup d'emplois de bien meilleure qualité que les 100 annoncés. Dans ce contexte où les terres sont accaparées pour grossir toujours plus les grosses exploitations, s'installer maraicher devient très difficile. Les structures d'accompagnement ne sont pas suffisamment financées. Pourtant, c'est le seul modèle qui peut produire de la qualité sans

impacter l'environnement comme cette usine de béton, de verre et d'acier qui n'a aucune vertu environnementale. Elle va pomper 8m³/h d'eau dans la nappe 24h/24 (voir le résultat à Almeria). La mise en avant de protection biologique est un leurre car les plantes sont nourries chimiquement avec adjonction de CO₂ et les insectes lâchés pour remplacer les produits phytosanitaires finissent par perturber l'équilibre de l'écosystème. Aujourd'hui par exemple on observe la coccinelle asiatique se croiser avec la coccinelle autochtone. Ce choix s'explique quand on sait qu'après un traitement chimique, la serre serait interdite aux ouvriers durant plusieurs jours. Les auxiliaires qui permettent naturellement de lutter contre les ravageurs sont présents dans les haies champêtres et les abords des fermes qui



pratiquent une agriculture paysanne.

L'agriculture industrielle est un choix politique qui tue l'agriculture paysanne. Est-ce ce que veulent les consommateurs ? Acheter de la malbouffe subventionnée pour enrichir les Véolia, Suez et autres Avril ? Il est clair que ces tomates ne seront pas étiquetées « culture hydroponique » ni « culture subventionnée » mais plutôt « tomate de pays » et « lutte biologique ». Et ils appellent ça « les serres de l'avenir ». Méfions-nous, elles vont pousser ailleurs aussi.

Véronique et Denis NOURIGAT

RENCONTRE AVEC LES ÉLEVEURS...

... du RANDY (petit hameau proche du lac du Laouzas)

Il s'agit d'un système d'élevage très extensif, reposant exclusivement sur l'utilisation de parcours (landes à callune et à genêt ; tourbières), sans bâtiments, sans machines, sans pollution.

Les animaux sont dehors toute l'année, les ressources naturelles constituant la quasi-exclusivité de leur alimentation, apportant en particulier des protéines (végétales, insectes...). Protéines végétales issues de landes et parcours suffisent à nourrir et engraisser des races rustiques d'ovins, bovins et porcins...

C'est pour cela que nous avons importé dans le Haut Languedoc depuis

une quarantaine d'année des bovins GALLOWAY, des brebis SCOTTISH BLACK-FACED et des porcs laineux. Ces races arrivent à s'alimenter, s'engraisser et allaiter avec cette végétation locale. Les vaches Galloway entretiennent et réactivent les tourbières qui nous permettent d'avoir de l'herbe tous les étés et même en période de sécheresse, mais aussi de filtrer l'eau et freiner l'écoulement de l'eau en période de pluie cévenole, les sphaignes étant des éponges (mousses) et de même en hiver ces bêtes se complètent presque exclusivement de Callunes*. De ce fait elles entretiennent des landes d'intérêt écologique Européen.

Comme ces races poussent lentement,

cela nous permet d'avoir une viande de qualité (riche en oméga 3...) locale et comme à l'heure actuelle la vente directe est à la mode, de plus si l'on rajoute le label bio, il n'y a plus de soucis d'écoulement de la viande.

J-M Welch

Callunes : la callune stocke la réserve fourragère dans ses pousses de l'année. Les feuilles et tiges ayant réalisé leur croissance au cours du printemps et de l'été, restent appétantes pendant des mois, y compris au cœur de l'hiver. Elles peuvent également être consommées l'année suivante.*

Pour plus d'info : www.agriculture-moyenne-montagne.org

Confluences 81

UNE FÊTE PAYSANNE !

Je me souviens de ma première participation à une fête de ce genre, organisée il y a une quinzaine d'années dans une ferme de l'Yonne, où la Confédération paysanne de ce département menait la danse.

J'ai retrouvé cette invite, il y a trois ans dans le Tarn où je vis maintenant en retraite après avoir terminé ma carrière professionnelle dans l'agriculture. Ce département conserve pour moi encore les qualités du rural de mon enfance, tout du moins dans les monts de Lacaune, où je vis.

Des rencontres, des actions, des luttes, de baigner dans le milieu paysan, j'en suis venu à adhérer complètement à cette notion « pas de bonne bouffe sans paysans » et en bio, c'est encore mieux pour moi.

Tout cela pour dire que je suis devenu ami de la Confédération paysanne, car ce syndicat ne me semble pas utopique de vouloir favoriser un retour massif de jeunes et moins jeunes dans nos campagnes, afin d'endiguer la disparition des paysans, engendrée par l'agriculture agro-industrielle qui s'est mise au service d'une politique libérale.

Malheureusement, des idées souvent mal comprises par les agriculteurs eux-mêmes, ils préfèrent s'en remettre à des gens comme « Beulin » pour défendre leur métier.

Je me retrouve donc à mouiller la chemise pour participer à l'organisation d'une fête qui veut promouvoir une autre agriculture respectueuse de l'environnement et des hommes.

Belle affiche, belle pagaille, pour mettre en musique ces envies sur l'exploitation

de Bruno et Christine.

La veille de la fête, j'assiste en retard à la conférence à Castres, je n'ai pas bien vu le fléchage sur la souveraineté alimentaire, animée par Michel Buisson et Jean-Emile Sanchez. Pour moi, des inconnus, mais fort intéressants par leur engagement et leurs propos. Débat riche, avec la participation du public.

J'en ressors un peu abasourdi par les difficultés à faire vivre les thèmes annoncés, au bénéfice des peuples de notre terre. J'ai retenu une des réflexions qui résume un peu ce qui s'est dit : « En France on a beaucoup d'agriculteurs qui produisent de la bouffe pour les pauvres et des gens plus riches qui font vivre de pauvres paysans qui produisent des aliments de qualité ».

A méditer, le lendemain matin, il faut se préparer sur le site de la fête à accueillir le public. Une petite pluie semble vouloir nous compliquer la vie, ce qui justifie d'avoir monté des barnums et des tentes, pour accueillir à l'abri nos visiteurs. Au final, les différents stands de différentes associations et partenaires permettent des discussions, de goûter du

jus de pommes frais, d'acheter des produits locaux, de s'informer dans différents domaines de l'agriculture ou sur les luttes menées par le syndicat. Les activités ; jeux en bois, accrobranche,

minifermes ou les promenades en calèche enchantent particulièrement les enfants. Les repas paysans autour des agneaux préparés et servis par les bénévoles sont savoureux, servis dans des assiettes, sont très appréciés, les débats entraînent des discussions animées, malgré quelques caprices de la sonorisation. Les groupes musicaux se succèdent malgré un timing mal maîtrisé et les Narvalos clôturent vers une heure du matin la fête paysanne.

Après coup, les organisateurs se reprocheront trop d'improvisation souvent due à l'absence d'un responsable unique, mais à la conf. C'est comme ça ! diront certains. Au final, nous avons l'impression d'une réussite collective qui donne envie de pérenniser la fête pour permettre de rencontrer les paysans, les consommateurs, les amis, ceux qui veulent soutenir l'essor d'une agriculture paysanne. Des paysans qui donnent de leur temps dans des luttes locales et internationales, même si pour certains le système a réussi à les rendre dépendants de subventions pour survivre et donc consacrer beaucoup de leur énergie à faire modifier la politique agricole commune et pour que les petites exploitations puissent bénéficier d'aides, que l'agriculture cesse sa course au productivisme.

En tout cas, bravo pour cette journée qui a permis de belles rencontres dans une ferme d'avenir.

Un ami de la confédération paysanne.

Bernard ROUSSELET



RELANCER LA RECHERCHE SUR LES OGM ?

Autour de la conférence de Paris sur le climat, tous les acteurs dominants du marché des semences, notamment des semences génétiquement modifiées, s'activent. Les entreprises de biotechnologies sont les premières à vanter les mérites de leurs innovations brevetées pour sortir de la crise climatique, qui menace directement les équilibres naturels et sociaux.

Quatre multinationales se partagent aujourd'hui près de 75% du secteur des semences (Monsanto, DuPont, Syngenta et Limagrain). La part de marché des 9 plus grandes entreprises semencières de la planète est passée de 12,5% en 1985, à près de 61% en 2012. On retrouve ces entreprises dans l'Alliance mondiale pour l'agriculture intelligente



face au climat (via leurs associations professionnelles). Elles étaient aussi présentes à Paris lors d'une conférence sur « Agriculture et changement climatique » en février 2015. Enfin, lors du Salon international de l'agriculture, le Premier Ministre et le Président de la République ont insisté sur la nécessité d'une relance de la recherche sur les OGM pour l'« agriculture de demain ».

Autant de fausses solutions et de propagande dénoncées par les associations engagées dans la lutte contre le changement climatique.

Source : Réseau Action Climat France

Conférences

Le précédent numéro de *Confluences 81* consacrait son dossier central à la relation entre le monde agricole et les conditions d'élevage des animaux. Il nous a semblé que le sort des animaux non-humains méritait bien plus qu'un dossier central pour être développé. C'est pour cela que nous vous proposons une nouvelle rubrique consacrée à la cause animale, aux relations entre les êtres humains et les autres animaux. Comme pour les autres rubriques, n'hésitez pas à nous envoyer vos remarques, vos encouragements, vos critiques, vos témoignages et articles ! Le mouvement de défense des animaux est parcouru par divers courants de pensée aux stratégies et aspirations différentes, parfois divergentes. Dans la mesure du possible, nous essaierons de les laisser s'exprimer. Sachant que chaque article n'engage que son auteur-e..

Alice Perkat.

GRIPPE AVIAIRE SAISON 2015-2016

La grippe aviaire est de retour. Et il paraît que depuis les premiers cas de transmission aux humains, le virus de la grippe aviaire aurait fait environ 400 morts à travers le monde.

En 2004, par principe de précaution, 40 millions (40 000 000) d'oiseaux ont été massacrés en Asie et 100 millions de plus en 2005. En février 2006, c'est environ 200 millions d'entre eux qui étaient tués en Asie, Europe et Afrique. Sous prétexte de sauver quelques centaines d'humains, on choisit de massacrer 200 millions d'oiseaux. La balance penche un peu, non ? On va me traiter de misanthrope qui préfère les oiseaux aux humains. Mais si vraiment on voulait sauver 400 humains, on envisagerait peut-être de cesser la fabrication et les ventes d'armes, ainsi que le commerce de

voitures, de motos, de tabac, les pollutions diverses et variées... Enfin la liste n'est pas exhaustive... Mais la solution choisie est la plus facilement acceptable dans un monde où les animaux non humains sont les victimes quotidiennes d'une indifférence quasi-générale.

Est-ce un holocauste à la gloire du dieu Euro ou de la déesse Hypocrisie ? J'eus entendu dire que les conditions d'élevage n'étaient pas innocentes dans la propagation de ce type d'épidémies... La meilleure prophylaxie* serait donc de mettre fin aux élevages...

Diane Artèsis-Cènonge

*Prophylaxie : désigne les moyens mis en place pour prévenir l'apparition, la propagation ou l'aggravation d'une maladie. Le terme fait aussi référence à des procédés médicaux qu'à des campagnes de prévention ou aux « bonnes pratiques » à adopter.

En octobre 2015, l'association L214 publiait une vidéo réalisée entre avril et mai 2015 au sein de l'abattoir municipal d'Alès. Ce qu'on y voit est insoutenable. L214 déposait en même temps une plainte auprès du Parquet. La mairie d'Alès décide alors de la fermeture, à titre conservatoire de l'abattoir. Le Parquet, quant à lui, ouvre une enquête pour « actes de cruautés sur des animaux ». Brigitte, co-fondatrice et porte-parole de l'association L214 nous en dit plus. .

QUAND NOS CAUCHEMARS SONT EN DESSOUS DE LA RÉALITÉ

ABATTOIRS D'ALÈS

Dans notre société, on mange de la viande. C'est une habitude, ça fait partie de notre culture, c'est quelque chose qui va de soi. Pourtant, personne ne veut de mal aux animaux, mais tout le monde (ou presque) mange de la viande. Les images de l'abattoir d'Alès nous ont mis devant ce paradoxe. Elles ont fait voler en éclats bon nombre d'oeillères. Chevaux terrorisés, cochons asphyxiés, veaux affolés, moutons et bœufs se débattant conscients, suspendus la tête en bas, animaux qui cherchent à fuir... Mais le couteau cisaille, le sang gicle, les cris, les râles, le désespoir...

Le quotidien de l'abattoir d'Alès exposé à la vue de tous a fait remonter ce que personne n'ignore mais que tout le monde préfère enfouir au plus profond : on tue violemment les animaux pour les transformer en morceaux de viande anodins. Certains ont tenté de se persuader que cet abattoir ne respecte pas la réglementation et, qu'ailleurs, les animaux ne souffrent pas au moment de leur mise à mort. Qui y croit vraiment ? Des rapports se succèdent, énumérant des infractions à la réglementa-

tion dans les abattoirs. D'autres études détaillent les reprises de conscience de ces animaux supposés étourdis, agonisant sur les chaînes d'abattage. La plupart des ouvriers ne restent que peu de temps dans les abattoirs, à moins de se construire une carapace d'indifférence tellement la violence est insoutenable dans ces lieux tenus à l'abri des regards. Ce n'est pas une cruauté qui serait ici exceptionnelle qui nous retourne l'estomac. C'est de voir ces animaux se faire brutalement voler leur vie, alors qu'il n'y a aucune nécessité à le faire. Ne cherchons pas plus loin les causes de notre malaise. Nous savons, au fond, que ce qui relève de l'exception, ce ne sont pas ces agonies, mais la diffusion de ces images auprès du public. Avec Alès, des mensonges ont été mis à nu. « On prend en compte le bien-être animal, il y a une réglementation qui protège les animaux, on les étourdit, ils ne souffrent pas dans les abattoirs ». Tomberaient-ils gentiment dans les pommes, un mouchoir de chloroforme délicatement appliqué sur leurs naseaux ? Quelle blague ! Les pratiques d'étourdissement sont d'une violence inouïe :

le pistolet qui détruit une partie du cerveau après avoir défoncé le crâne, l'asphyxie au CO2 qui brûle les poumons ou l'électrocution. Étourdis ? Parce qu'on a encore besoin d'eux vivants au moment de la « saignée » – terme gentillet pour désigner l'égorgeage – pour que les animaux se vident rapidement de leur sang grâce à leur cœur qui bat encore. D'autres animaux sont tués sans étourdissement et vivent leurs derniers instants pleinement conscients et terrifiés. La cruauté est inhérente à la tuerie, qu'on soit dans un abattoir municipal ou industriel, quelles que soient les méthodes de mises à mort.

Chaque année dans le monde, alors que nous sommes 7 milliards d'êtres humains, 65 milliards d'animaux terrestres sont abattus et plus de 1000 milliards d'animaux aquatiques sont eux aussi tués dans des conditions ignobles. Qui arrive à se représenter un massacre d'une telle ampleur ? Tuer des animaux sans nécessité, voilà ce que fait notre société. Arrêter le massacre, voilà ce que nous pouvons faire.

Brigitte G.

Confluences 81

UN CONGRÈS POUR...

6 et 7 février 2016. Ces dates ne vous disent rien ? Elles annoncent ce qui sera, à n'en pas douter, les dates de l'évènement du siècle, celles du Congrès de fondation d'Alternatives et Autogestion.

Nous voulons faire « autre chose » : la politique politicienne nous insupporte et nous en avons soupé de la course de petits chevaux électorale, des petites phrases médiatiques, etc... Le système électoral totalement verrouillé nous confisque la démocratie.

Parce que faire de la politique, c'est AGIR sur ce qui nous entoure et fait notre vie, nous voulons inventer d'autres alternatives, sans chefs, sans petit livre -ni rouge, ni vert. -Nous devons prendre nous-mêmes nos affaires en mains et, PAR L'ACTION EN COMMUN, retrouver ce qui peut nous ras-

sembler et ce qui fait notre force contre ce qui nous oppresse. Nous voulons bâtir un mouvement résolument anticapitaliste, ouvert à l'innovation, aux circuits-courts, aux monnaies solidaires. Nous voulons bâtir un mouvement qui s'enrichisse des expériences des uns et des autres. Qui prenne en compte le terrain. Qui rassemble et, pour cela, apprenne à coordonner les forces, pour avancer. Un mouvement qui s'appuie sur les capacités de chacun.e de nous, et où les un.e.s et les autres soient respecté.e.s. Projet ambitieux, certes, mais réaliste et de bon sens. Et bien sûr le seul à même de changer le monde en profondeur !



A & A 81

Politique

RÉGIONALES DES 6 ET 13 DÉCEMBRE : VOTER ?

Les élections régionales des 6 et 13 décembre 2015 vont se dérouler dans un climat qui ne permettra pas aux électeurs de juger sereinement des enjeux essentiels de ce scrutin.

En effet « l'état d'urgence » déclaré par notre gouvernement a déplacé sur le terrain de la sécurité l'intérêt que les citoyenNES auraient dû porter à leurs problèmes dans les domaines comme la santé, l'emploi, l'éducation, l'écologie, le bien vivre ensemble.

Nous avons condamné, en son temps, les terribles attentats du 13 novembre et demandé des mesures adaptées à cette situation. Mais cela ne doit pas occulter l'avenir : il est plus important encore de construire une société solidaire.

La liste « Nouveau Monde en commun » porte sur sa profession de foi des valeurs que nous partageons et que nous souhaitons faire partager au plus grand nombre.

Une fusion au 2nd tour avec la liste du Parti socialiste serait un renoncement aux valeurs annoncées. Cela serait de nature à compromettre la confiance que nous accordons à « Nouveau Monde ». En effet la politique gouvernementale, soutenue par le P.S. n'est pas une politique « à gauche » et ne peut faire avancer notre société vers plus de solidarité.

C'est en prenant en compte l'ensemble de ces considérations que nous déterminerons notre vote.

Nous vous invitons à faire de même.

Alternatives et Autogestion du Tarn

N.B.: ce communiqué a été transmis aux médias le 1er décembre 2015



UN DESSIN D'ALAIN GUILLEMOT

LA GRENOUILLE QUI VOULAIT...

Confluences 81, pour ce numéro au moins passe à 20 pages. Ce sera notre cadeau de fin d'année.

Le Comité de rédaction a décidé de revivifier les rubriques « Rage au ventre » et « Agriculture ». Mais aussi de créer deux nouvelles rubriques : « Etranges étrangers » et « Conscience sentiente ». Et pourquoi pas, selon les articles reçus, ranimer la rubrique « santé » ?

Tout cela sans augmentation de l'abonnement ! Espérons que, contrairement à la bestiole de la fable, cela ne nous donne pas la grosse tête !

Candida R.

AGENDA

12 janvier

Comité de rédaction de *Confluences 81* à Castres (20h15). Salle 204 de la M.A.S.

19 janvier

Réunion du Collectif Marinaleda 81 à Lautrec, à 20 h.

24 janvier

Assemblée Générale d'Alternatives et Autogestion, à 14 h à Lautrec.

6 et 7 février

Congrès national de fondation d'A & A.

Blog : <http://alternatives-et-autogestion.org/> & contact : 81@alternatives-et-autogestion.org

Confluences 81

20^{ème} année | Numéro 118 | janvier 2016

LE FILS DE SAUL

Le film *Le fils de Saul* vous fait immédiatement entrer dans l'univers concentrationnaire d'Auschwitz-Birkenau comme on ne l'a jamais décrit ; on ne voit pas beaucoup de scènes insupportables mais les cris, les hurlements, les gémissements et les murmures, le tout ponctué de coups de feu et d'autres bruits agressifs déstabilisent le spectateur ; on se trouve en plein dans l'horreur ! On est dans le monde des «sonderkommandos» ces supplétifs juifs qui effectuent dans le camp les plus sales besognes comme pousser les victimes dans les chambres à gaz, dépecer les cadavres, les entasser à l'entrée du crématorium et nettoyer le tout après la fin des opérations ... Eux aussi subiront à terme le même sort. Saul est l'un d'eux ; rien ne le distingue des autres jusqu'au moment où il croit reconnaître son fils dans le cadavre d'un adolescent. Une seule obsession s'empare de lui : le soustraire des mains des bourreaux pour lui donner une sépulture humaine ; nous sommes à l'automne 1944 et «l'organisation» du camp se fissure quelque peu ce qui explique que le scénario soit envisageable. Après des difficultés innombrables quelques sonderkommandos parviennent à s'évader dont Saul, le cadavre de «son fils»

sur l'épaule ; mais le cadavre sera emporté par le courant d'une rivière et les fuyards rattrapés et exécutés par les nazis... Juste avant l'arrivée des poursuivants un petit gars sans doute un paysan regarde Saul qui se met à sourire, seul instant un peu plus humain dans ce film complètement déshumanisé.

LASLO NEMES (Hongrois) dont c'est le premier long-métrage film surtout les visages qui sont «marmoréens» sans pour autant être inexpressifs notamment celui de GEZA RÖHRIG (poète Hongrois devenu acteur) qui joue le rôle de Saul : il leur faut coûte que coûte cacher leurs émotions ! Et les paroles vraiment formulées sont rares tout comme les sous-titres français. Il n'était pas nécessaire de traduire les aboiements des nazis qui sont encore plus terrifiants dans leur langue originale.

On sort de cette projection avec un malaise profond fait d'accablement et de révolte ! Le film sera sans doute rapidement publié en DVD : il a obtenu le grand prix du festival de Cannes.

Jean-Pierre Shiep

SALUTON *

Pour ce spectacle, la troupe du Cirque Pistil, formée autour de Muriel et Olivier, artistes installés à Graulhet, dans une ancienne mégisserie où ils animent depuis plus de 10 ans une école de cirque et des ateliers, se déplace depuis quatre ans dans nos régions : Tarn, Lot, Hérault, Aude... Le spectacle est qualifié de « cirque traditionnel-contemporain », le tout en plein air et sans électricité : numéros équestres et numéros aériens sous un portique arrimé au sol, fanfare de poche et acrobaties se relaient sur un rond de piste entouré de petits jardins en bois...

Malgré la pratique de l'Espéranto, langue universelle se jouant des frontières et des préjugés, quelques incompréhensions demeurent et font le sel du spectacle...

L'idée parallèle est de promouvoir le cirque itinérant : le voyage se fait à pied et en véhicules légers, sur les petites routes du Sud-Ouest, avec le cheval de trait qui est également acteur du spectacle ; le matériel suit en camionnette et/ou en roulotte à cheval, les étapes sont courtes et favorisent la rencontre avec les habitants des villages qui nous accueillent.

Par ailleurs, nous jouons à la recette, sans subvention.

Été 2016, la tournée passera par les

Corbières, alors si vous voyez des panneaux rouge et jaune dans un des villages sillonnés, approchez : pas de spectacle vivant sans public !

Avec Olivier Rouff (voltige équestre, portés acrobatiques, banjo) Muriel Garin (trapèze ballant, portés acrobatiques, clarinette) Bruno Gauer (acrobaties au sol et aérienne), Alain Poëtte (percussions et steel drum), Valérie Gélac (comédie, accordéon), les enfants Basile et Rosalie, le cheval Odéon. Mise en scène collective. Tarif indicatif 8/6^e

Cirque Pistil

*prononcer « saloutone », signifie « salut » en espéranto

BRÈVES... BRÈVES... BRÈVES... BRÈVES...

CONTROVERSE

Mein Kampf tombe dans le domaine public en janvier 2016. Il a déjà été publié en France et il est aussi disponible sur Internet.

Mais sa réédition intégrale sans mise en garde soulève une vive controverse. Certains ont peur d'un succès médiatique dangereux. Un groupe de jeunes historiens souhaite une édition critique. A suivre...

A LIRE ET À RELIRE

Lisez, relisez *Don Quichotte de la Mancha* (dernière édition chez Gallimard (La Pléiade). 2015, 400 ans après

l'édition originelle...

C'est à mon avis une des plus grands chefs d'œuvre de la littérature.

Selon moi, les 5 plus grands écrivains sont : Shakespeare, Cervantès, Molière, Tchekov, Proust. J'accepte toute critique !

Aline

ÉTUDE SOCIOLOGIQUE

Je me suis engagé dans une étude sociologique sur la sexualité, les fantasmes, les tabous des femmes en France. Si vous avez entre 18 et 118 ans, je suis intéressé pour recueillir vos expériences, vos réponses, vos analyses et

points de vue. Je peux vous adresser un questionnaire anonyme qui me permettra de déterminer de façon qualitative et quantitative si les certitudes circulant sur ces sujets correspondent à ce qu'en disent les personnes concernées. Je garantis l'anonymat et pour cela, plusieurs méthodes de réponses sont possibles afin de vous l'assurer.

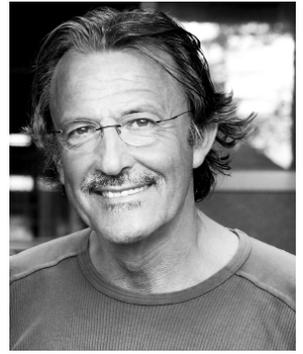
Demandez-moi ce questionnaire ou posez-moi toutes vos questions à cette adresse : patrice.kappel.ici@gmail.com Merci

Patrice

JEAN-PAUL JAUD : « LE NUCLÉAIRE HYPOTHÈQUE L'AVENIR ! »

(suite de l'entretien publié dans le n° 117)

Réalisateur, entre autres, du célèbre film *Nos enfants nous accuseront*, ce cinéaste environnementaliste, bien connu du grand public, vient de sortir son nouveau film en mars 2015 - *Libres !* - sur la transition énergétique et sur les ravages provoqués par le nucléaire. Interview sans tabous.



Confluences 81 : Pourquoi le poids de l'industrie nucléaire est-il si fort en France ?

Jean-Paul Jaud : Tout part du général de Gaulle. Qu'on admire ou qu'on déteste le personnage, la majorité des gens s'accorde pour dire que c'était quelqu'un de très intelligent, qui avait un caractère affirmé. Ce militaire de formation a vu dans l'arme atomique, une arme de destruction massive terriblement efficace qui pourrait préserver la France d'une attaque extérieure, et garantir son indépendance, notamment vis-à-vis des grandes puissances de l'époque. Pour lui et pour de nombreux experts de cette période, c'était l'arme de dissuasion. Comment le héros de la Seconde Guerre mondiale, le résistant, l'homme qui a restauré la République, a-t-il pu se fourvoyer dans cette aventure, dans ce cul de sac, dans cette impasse ? Je trouve cela bizarre et incompréhensible. Comment a-t-il pu ignorer les terribles conséquences de la bombe atomique larguée sur Hiroshima et sur Nagasaki ? D'autant qu'il a sans doute vu les actualités filmées par les Américains concernant ce drame innommable, avec ce paysage ravagé, ces kilomètres de ruines, de décombres, ces habitants hagards et blessés, ces enfants perdus et défigurés...

Dans notre pays, l'industrie nucléaire s'est construite autour de la bombe atomique. Le plutonium, dont les gisements sont épuisés, est maintenant fabriqué de façon artificielle grâce aux réacteurs nucléaires des centrales civiles. C'est un pacte avec le diable ! Force est de constater qu'aucun président, de droite ou de gauche, n'a eu le courage d'en finir avec le nucléaire. Bien au contraire ! Aujourd'hui, le nucléaire français est un lobby tentaculaire, qui n'hésite pas à injecter des millions dans des campagnes de communication et de publicité qui, d'après moi, reflètent tout sauf la réalité et la vérité ! La filière s'est développée, et fait actuellement travailler de nombreux cadres et techniciens qui ont tous le droit de vote... sachant que les énergies renouvelables développeraient encore plus d'emploi. Les hommes politiques ne veulent peut-être pas perdre des voix précieuses en annonçant qu'ils pourraient supprimer le travail, déjà trop rare en France, de ces personnes ! Enfin, sur le plan économique, Areva et EDF sont des mastodontes, même si leurs finances ne sont guère brillantes, c'est le moins que l'on puisse dire : Areva totalise 4,8 milliards

d'euros de perte en 2014 et 5,8 milliards d'euros de dettes, quant à EDF, l'entreprise enregistre un endettement estimé entre 34 et 40 milliards d'euros. D'ailleurs, ce sont les contribuables Français qui vont payer pour renflouer ces industries de mort via leurs impôts. Nous pouvons citer un exemple concret avec la construction de l'EPR de Flamanville et son coût trois fois supérieur au budget initial ! La facture s'élève aujourd'hui à 11 milliards d'euros... On essaie de nous présenter ces entreprises comme des vitrines nationales du savoir faire et de la technologie. Mais après Hiroshima, Nagasaki, Tchernobyl et Fukushima, qui ose dire que cette technologie est bonne pour la santé des citoyens du monde ? De qui se moque-t-on ? Ce secteur a un poids colossal sur le plan économique et sur le plan écologique, mais c'est nous qui réglons l'addition de ces folies ! Demain ce seront nos enfants, après demain nos petits-enfants...

Confluences 81 : Pourtant, on nous présente cette filière comme étant très écologique ?

JPJ : Ce n'est pas le premier hold-up de l'histoire ! Quelle mascarade ! Savez-vous qu'au Niger on extrait l'uranium - dont nos centrales nucléaires ont besoin pour fonctionner - en utilisant le charbon, l'énergie la plus polluante qui soit ? Savez-vous que pour construire les cuves des réacteurs

nucléaires et le sarcophage de Tchernobyl il faut produire des millions de tonnes de béton par an ? Pour mémoire, je rappelle que la fabrication d'une tonne de béton équivaut à une tonne de CO₂... Savez-vous que les déchets ne peuvent pas être traités mais enfouis, et restent nocifs pour l'environnement et la santé humaine pendant des milliers d'années ? Savez-



vous qu'EDF est le 19^{ème} plus gros émetteur de gaz à effet de serre au monde ? Savez-vous que si un accident majeur survient à la centrale nucléaire de Blaye, les vignobles de Bordeaux disparaîtront à tout jamais en une fraction de seconde ? Savez-vous que si, aujourd'hui ou demain, une centrale nucléaire explose en France, un à deux millions de personnes, au minimum, devront quitter leur habitation sans espoir de revenir, et qu'un quart du territoire national sera contaminé pendant des milliers d'années ?

(Suite page 15)

Confluences 81

(fin de l'entretien publié dans le n° 117)

Confluences 81 : Pour vous, un accident nucléaire est-il possible en France ?

JPJ : Oui ! Hélas ! Il y a eu 67% d'incidents en plus de 2000 à 2013 sur les réacteurs français. L'IRSN, l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire, dit : « Dans le cas des centrales existantes, les accidents graves n'ont pas été considérés lors de leur conception. » Encore plus terrifiant : « L'accident est possible en France, il faut donc se préparer à ce type de situation, y compris à des crises longues et importantes, » a déclaré Pierre-Franck Chevet, président de l'Autorité de Sécurité Nucléaire en mai 2013. Quant au coût de l'accident nucléaire, il est estimé à environ 760 milliards d'euros, une catastrophe européenne ingérable selon l'IRSN. En cas d'accident, outre le désastre environnemental et sanitaire, la France n'arrivera pas à se relever sur le plan économique. Au Japon, au moment de Fukushima, 27% de l'électricité était produite par l'énergie nucléaire, en France

c'est 80% ! Si le drame survient, au nom du principe de précaution, les responsables politiques feront vérifier tous les réacteurs nucléaires et seront peut-être même obligés de fermer toutes les centrales sous la pression de la rue. Alors qu'est-ce qu'on fera ? On s'éclairera à la bougie ? Et comment ferons-nous tourner les entreprises et fonctionner les administrations ? Les six millions de Français qui habitent à moins de 30 km d'une centrale nucléaire ont du souci à se faire, mais les autres aussi croyez-moi ! Il est temps d'abandonner cette industrie de mort.

Propos recueillis par Emmanuel GAGNAULT

Légendes photos :

Photo 1 (copyright © J+B Séquences – Béatrice Camurat Jaud) : photo d'entrée

Photo 2 (copyright © J+B Séquences – Béatrice Camurat Jaud) : Tournage à 4 km de la centrale de Fukushima.

CRÉDIT INDULGENT

En 1506, l'Église chrétienne, représentée alors par le Pape Léon X, décide d'accorder des Indulgences (le pardon des péchés) à quiconque participerait financièrement à la construction de la nouvelle basilique St Pierre de Rome. Martin Luther (tout comme John Wyclif* et Jan Hus** l'eussent fait avant lui) critiqua fermement cette façon de tenter de racheter les fautes commises. Pour lui, seul Dieu pouvait accorder le pardon. De nos jours, où l'inexistence des dieux et déesses devient une quasi-certitude, on entend encore des gens proposer de faire commerce d'Indulgences.

Certains parlent du principe de « pollueur-payeur », comme on parlait du principe de pécheur-payeur au Moyen Age !

Ces histoires de crédit carbone résonnent en moi comme l'hypocrisie des Indulgences chrétiennes. Le plus sérieusement du monde, des technocrates nous certifient que le rachat d'émissions d'équivalent gaz carbonique rendrait vertueux le commerce et lutterait efficacement contre le risque de changement climatique. Des arbres pourraient être plantés ici (alors que la déforestation continuerait là-bas) afin de capter les gaz à effet de serre (GES) et produire de l'oxygène. Mais surtout, surtout, pas de remise en cause du système productiviste qui permet la production de tant de tonnes de GES ! Polluons, et puis plantons quelques arbres ! Ça fait

toujours des échanges économiques ! Depuis 2005, l'Union Européenne a mis en place un système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE) *** dont vous voyez tout comme moi les effets bénéfiques ! Est-ce que la mise en place de cette supercherie capitaliste a permis une diminution des émissions de gaz ? Nullement ! Au contraire, ceux qui peuvent payer peuvent donc continuer à émettre ! C'est vicieux, non ? Seule une bonne crise économique permettrait de diminuer les émissions polluantes et asphyxiantes. Mais la plupart des démagogues nous bassinent les oreilles en vouant aux gémonies les récessions du système d'échanges économiques, les accusant des pires maux. Sauf que jusque à présent, les glorieux moments économiques n'apportent ni le bonheur universel, ni la paix. Alors, si on regardait ailleurs, en faisant un pas de côté... J'espère que ma critique des crédits carbone ne me condamnera pas à finir comme Jan Hus** !

Mato Witko

* John Wyclif (1320-1384) : théologien anglais. Un des précurseurs de la Réforme protestante.

** Jan Hus (1369-1415) : théologien réformateur religieux tchèque. Excommunié en 1411. Condamné pour hérésie à brûler sur un bûcher, en juillet 1415, lors du concile de Constance.

*** Le SCEQE concerne 30 pays : les 27 États membres de l'Union européenne plus l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

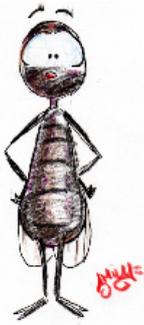
LE DESSIN D'ALAIN GUILLEMOT



Altermondes : hors-série
automne 2015

« Climat : il est urgent de
changer de voie ».

CONFLUENCES 81



MARIE LE JARS DE GOURNAY...

... et la notion d'égalité

Marie Le Jars naquit en 1565 à Paris. Son père décède alors qu'elle n'a que 13 ans. Malgré l'éducation traditionnelle que tente de lui inculquer sa mère, peu enthousiasmant pour une fille, elle décide d'apprendre seule le Latin et le Grec ancien. Vers l'âge de 18 ans, elle découvre la 1^{ère} édition des « Essais » de Michel

de Montaigne qui sont pour elle comme une révélation ! En 1588, elle parvient enfin à rencontrer Montaigne. Bien que 35 ans les séparent, une forme de communion intellectuelle les unit*. Rapidement Montaigne la désigne comme sa « fille d'alliance » !

Devenue veuve en 1592, Françoise de Montaigne charge Marie le Jars de Gournay de publier une nouvelle édition des « Essais » avec des annotations du philosophe. Malgré cette publication, elle a du mal à se faire accepter au sein de l'intelligentsia européenne d'alors ! Heureusement Marie de Médicis et Richelieu lui octroient une pension royale, ce qui lui donne le privilège de publier ses propres écrits.

En 1622, elle rédige « *Égalité des hommes et des femmes* » (initialement intitulé « *Les Avis de la Demoiselle de Gournay* ») où elle y explique qu'il y a autant de différences entre les femmes et les hommes qu'entre les femmes entre elles ou qu'entre les hommes entre eux. Pour elle (comme pour moi), l'éducation, le milieu social, l'origine géographique sont plus certainement des facteurs de différenciation que le sexe biologique.

Pour Montaigne comme pour Marie de Gournay, la Nature engendre des êtres différents. Mais il serait vain de hiérarchiser ces différences et d'en faire soit des avantages sociaux, soit des handicaps (faudrait-il savoir ce qui est une perfection ou une imperfection aux yeux de la Nature !). Naître de sexe féminin ou de sexe masculin ne devrait donc procurer aucun avantage particulier comme aucun désavantage. Ainsi la place dominante du sexe masculin dans les sociétés occidentales** devient dès lors une usurpation. Exclues de l'égalité dans les droits et dans les faits sociaux avec les hommes, les femmes se voient privées de Liberté. L'émancipation, gage de liberté, ne peut-être acquise qu'à partir de l'obtention de l'égalité sociale, économique, politique. Il ne peut y avoir d'égalité au sein d'une société, tant qu'il existera en son sein des classes, des castes, des groupes ayant autorité et privilèges les uns sur les autres. Mais la notion d'égalité ne doit pas être confondue avec l'uniformisation ou l'abolition des différences biologiques. Il s'agit bien de l'égalité dans les conditions de vie, dans l'accès égal aux moyens permettant l'existence la plus épanouissante possible. Sachant que nous avons, toutes et tous, des désirs, des envies, des besoins différents, il serait vain de vouloir les nier (puisque la diversité est une richesse). Pour parvenir à cet épanouissement, à cette liberté, l'égalité des droits, l'égalité entre les femmes et les hommes doivent

devenir effectifs.

Dans son pamphlet « *Égalité des hommes et des femmes* », elle s'en prend aux idées, aux mœurs et aux institutions qui participent à perpétuer la subordination des femmes au sein de la société. Elle se réfère notamment à des échanges épistoliers entre Marguerite de Valois*** et François Lorient qui finiront par faire admettre au prêtre jésuite que certaines femmes, pour peu qu'on leur laisse accéder aux études, sont en capacité d'acquérir de pertinents savoirs intellectuels (précision : certains en doutaient) ! Elle ne cherche pas à prouver une éventuelle supériorité des femmes sur les hommes, comme tentait de le faire alors une partie du mouvement « précieux », mais elle préfère interroger la pertinence d'une division des sexes en deux camps opposés : nul besoin de considérer la Nature**** d'un individu pour le classer hiérarchiquement ! Elle en profite pour remettre en cause la pertinence de la loi salique qui transmet

la couronne du royaume de France aux héritiers mâles, écartant ainsi les femmes de l'exercice du pouvoir royal.

4 ans plus tard, en 1626, Marie de Gournay publiera « *Le grief des Dames* ». Dès la préface elle donne le ton : « *Bienheureux es-tu lecteur si tu n'es point de ce sexe qu'on interdit de tous les biens, le privant de la liberté* ». Marie de Gournay essayait depuis un certain temps des attaques arrogantes et divers quolibets, non pas sur son œuvre que peu ont pris le temps de lire, mais sur son physique ou sur son célibat !



Dans cet ouvrage, elle critique la vacuité des commentaires masculins émis à l'encontre des femmes qui veulent s'exprimer publiquement. Elle y décrit et accuse ces hommes qui tentent, par divers artifices, comme l'humour misogyne et la galanterie condescendante, de dénigrer les femmes abordant des sujets considérés « sérieux », donc « masculins ». Elle rencontre alors le mépris qui guette souvent une femme instruite ou qui tend à le devenir.

Elle conclura un de ses chapitres par ce propos toujours d'actualité : « (...) l'ignorance est mère de présomption. » Bien qu'elle soit la cible d'hommes de pouvoir, d'ecclésiastiques et d'homme de Lettres, elle trouvera en leur sein des amis sincères, tels Théophile de Viau, Gabriel Naudée et François de la Mothe le Vayer.

En juillet 1645, alors que Molière vient d'être emprisonné pour dettes, Marie le Jars de Gournay s'éteint*****.

Patrice K

1* Je me garderai bien de lancer la rumeur d'un éventuel lien amoureux entre eux. Ici c'est « *Confluences 81* » et non pas « *Voici* » ou « *Closer* » !

2* cet article n'a pas prétention d'étudier la domination masculine au sein de toutes les sociétés !

3* Marguerite de Valois (1553-1615) devenue Marguerite de France en 1589 après l'accession au trône du royaume de France de son époux Henri de Navarre (qui devient dès lors Henri IV) :

4* La Nature n'a pas divisé l'humanité en deux groupes sexuels différents ! (Mais j'aborderai ce sujet dans un autre article.)

5* Il n'y a sans doute aucun rapport entre les deux événements, c'était juste pour le plaisir de recontextualiser dans le temps !